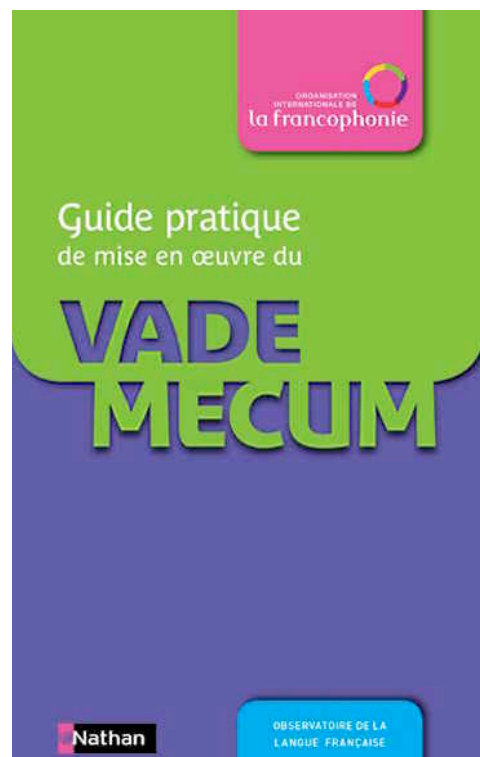


2. Parler au monde en français

4. LE FRANÇAIS SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

La tendance au monolinguisme s'accroît dans la vie internationale, dans les organisations internationales comme lors des grands événements sportifs, les deux secteurs que nous avons choisi d'examiner ici. Pourtant, les règles sont claires et exigent le respect du multilinguisme au sein duquel le français occupe une place privilégiée. En effet, il reste, dans les textes, langue officielle et de travail de la plupart des organisations internationales. Et c'est logiquement l'une des premières exigences de l'OIF et de ses États et gouvernements membres que de maintenir sa présence comme garante de la diversité linguistique et du fonctionnement démocratique de celles-ci.

C'est ainsi que lors du Sommet qui a eu lieu à Bucarest en 2006, les ministres des États et gouvernements membres de l'OIF



ont adopté le « Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales », dans lequel ils réaffirment leur **engagement en faveur du français** et s'engagent à demander aux secrétariats des organisations le **respect des régimes linguistiques**.

La plupart des données présentées ici sont extraites des derniers Rapports de suivi du Vade-mecum qui ont été publiés en 2010 et en 2012 par l'Observatoire de la langue française de l'OIF¹.

¹ Ces rapports sont téléchargeables sur le site www.francophonie.org.

Ce défi du maintien du français et du multilinguisme dans les enceintes internationales, la Francophonie ne peut pas le relever seule. Elle le fait en concertation avec ses États et gouvernements membres de la Francophonie, les fonctionnaires internationaux et les organisations elles-mêmes. Les autres grands espaces géolinguistiques sont également sensibilisés, dans un combat commun en faveur du multilinguisme, notamment dans le cadre des trois espaces linguistiques, réseau qui réunit les hispanophones, les lusophones et les francophones. //

► Les organisations internationales

Quelques rappels des cadres réglementaires

D'après l'article 111 de sa Charte et la résolution adoptée en 1946, l'ONU reconnaît six langues officielles (l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe) qui sont également langues de travail de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Mais seuls l'anglais et le français sont les langues de travail du secrétariat général.

Certaines agences du système des Nations unies ont un régime un peu différent, plus ouvert. Ainsi, l'espagnol s'ajoute à l'anglais et au français comme langues de travail du Conseil économique et social (ECOSOC) ainsi que des conseils d'administration du PNUD et de l'UNICEF. La Conférence générale de l'UNESCO, fidèle à la vocation de diversité de cette organisation, a accordé le statut officiel à neuf langues : l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français, l'hindi, l'italien, le portugais et le russe. Là aussi, les deux langues de travail sont l'anglais et le français.

La situation officielle des langues dans l'Union africaine (UA) se veut le reflet du foisonnement linguistique de ce continent (plus de 2 000 langues recensées en Afrique subsaharienne) : « Les langues officielles de l'Union et de toutes ses institutions sont l'arabe, l'anglais, le français, le portugais, l'espagnol, le kiswahili et toute autre langue africaine » (article 25 de l'Acte constitutif de l'Union africaine du 11 juillet 2000, amendé en 2003). L'Union africaine a repris et amplifié le principe de l'Union européenne (UE) qui, dans l'article 1 du Règlement n° 1 du 15 avril 1958, actualisé à chaque élargissement, proclame le principe d'égalité des langues officielles qui sont celles de ses États membres (24 actuellement pour 28 États membres).

En revanche, le régime linguistique applicable à l'Union africaine fait une distinction entre « langues officielles » et « langues de travail » sans indiquer clairement les implications pratiques de cette différenciation. La situation est donc bien floue. De facto, les langues de travail de la Commission de l'UA (CUA) sont l'anglais, l'arabe, le français et le portugais.

Les langues de travail de la Commission européenne sont bien définies ; elles sont au nombre de trois : allemand, anglais et français. Le français est également, avec l'anglais, l'une des langues utilisées pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

Dans les textes donc, on constate une diversité des langues officielles (répondant à un souci d'égalité entre les États membres représentés au sein d'une organisation) et la reconnaissance comme langues de travail de plusieurs langues transnationales (appelées aussi langues de communication internationale), parmi lesquelles le français est toujours présent aux côtés de l'anglais. Mais, dans la pratique, le monolinguisme gagne du terrain.

La situation réelle des langues dans les principales organisations internationales

Si les textes prônent le multilinguisme, la réalité est souvent bien différente et nos rapports de suivi relèvent de nombreux manquements aux textes comme l'illustrent les faits saillants qui vont suivre.

De manière générale, à l'ONU, si la grande majorité des réunions formelles bénéficie d'interprétation (en 2009, 86 % de ces réunions sont interprétées), l'anglais domine dans les réunions informelles. Les documents sont en général publiés en anglais et en français, mais la première version est presque toujours en anglais, la traduction en version française n'arrivant que plus tard, parfois beaucoup trop tard pour que les représentants puissent vraiment s'y référer au cours d'une négociation. Certains documents (surtout dans les réunions informelles) ne sont même pas traduits.

En matière de communication externe, une étude réalisée en juillet 2010 par l'Association Diversum sur la diversité linguistique des sites Internet de l'ONU et de l'UE constate l'insuffisance des progrès réalisés dans le multilinguisme des sites Internet des Nations

unies². De même, un rapport publié en 2013, portant sur l'analyse linguistique des sites Internet des organisations internationales³ (analyse superficielle appliquée aux sites Internet de 277 organisations internationales et analyse affinée de 67 d'entre elles) par l'Assemblée des fonctionnaires francophones des organisations internationales (AFFOI), confirme cette tendance. Ainsi, 94 sites sont uniquement en anglais, 137 sites sont répertoriés dans la catégorie « sites Internet diversifiés » (mais les analyses affinées montrent que ces sites avantagent malgré tout la publication en anglais), 9 sites sont classés comme « anglophones » car ayant très peu d'informations disponibles dans d'autres langues, et enfin 35 sites sont bilingues français et anglais. Globalement donc, l'usage de l'anglais reste prédominant.

90 % des rapports reçus par le secrétariat de l'ONU à Genève, ville francophone, sont en anglais. Ces derniers sont transmis aux services des conférences, lesquels les transmettent à leur tour au service de traduction en français dont les moyens sont limités.

Concernant les ressources humaines, si le site de recrutement des Nations unies est aussi bien détaillé en français qu'en anglais, le manuel d'instruction (document essentiel pour toute personne souhaitant poser sa candidature à l'ONU) n'est disponible qu'en anglais. Quant aux connaissances linguistiques requises pour être recruté à l'ONU, dans 75 % des cas l'anglais est l'unique langue obligatoire et elle est au moins une langue obligatoire dans 84 %⁴.

La proportion des documents rédigés par la **Commission européenne** en français est passée de 58 % en 1986 à moins de 12 % en 2008 et à moins de 6 % en 2012. À la Commission, la langue utilisée à plus de 90 % est l'anglais lors des réunions et des

2 L'étude a été réalisée à la demande de l'Observatoire de la langue française de la direction de la langue française et de la diversité linguistique et effectuée à partir des sites officiels du Système des Nations unies et des institutions européennes http://www.francophonie.org/IMG/pdf/Suivi-Vademecum_2010.pdf pages 87 à 102 (ONU) et pages 101 à 113 (UE).

3 Il est possible de visualiser l'organisation par organisation le résultat de l'étude sur le site de l'AFFOI <http://www.affoimonde.org>

4 Résultat d'une étude réalisée par Nicolas Vareilles, membre de l'Assemblée des fonctionnaires francophones dans les organisations internationales (AFFOI) en février 2012 intitulée « Analyse du recrutement à l'ONU » http://www.affoimonde.org/documents/rapport_vareilles.pdf

conférences et la communication interne à l'attention des fonctionnaires européens se fait aussi majoritairement en anglais.

Parmi toutes les langues parlées en plénière, au Parlement européen, à Strasbourg et à Bruxelles, de septembre 2009 à février 2013, l'anglais a été utilisé pendant 26 979 minutes (29,1 %), l'allemand pendant 12 556 minutes (13,6 %) et le français pendant 8 841 minutes (9,5 %)⁵.

À l'Union africaine, l'anglais est toujours utilisé de façon prioritaire. Il est la première langue de rédaction de tous les documents (81 % des textes originaux de la Commission de l'UA), y compris ceux émanant de délégués pour lesquels l'anglais est une langue étrangère. L'anglais est également omniprésent dans la communication externe, avec des communiqués de presse le plus souvent publiés exclusivement dans cette langue.

En février 2010, les appels à candidatures pour le recrutement de quatre directeurs de la CUA n'exigeaient la pratique que d'une seule langue de travail. Dans le processus de recrutement lui-même, la dimension plurilingue n'est pas suffisamment prise en compte, l'équipe des ressources humaines étant elle-même en grande majorité exclusivement anglophone. Enfin, la place accordée aux langues africaines dans la politique de communication et d'information de l'UA demeure insignifiante dans la réalité.

Ce glissement progressif vers le monolinguisme dans les organisations internationales a de graves conséquences qu'il convient de souligner :

– à première vue, le recours à un code linguistique unique, le « globish », que certains qualifient de nouvelle « lingua franca », permet de se comprendre. En réalité, le mauvais usage de cette langue par des locuteurs qui n'en ont qu'une connaissance approximative est source de nombreux malentendus ou incompréhensions au moment de l'interprétation et peuvent conduire à des quiproquos ;

– les non-anglophones sont en situation d'infériorité par rapport aux anglophones de naissance qui sont plus à l'aise dans les négociations et ont moins de mal à défendre leurs idées et les positions de leurs pays ;

– l'enjeu du multilinguisme dans les organisations internationales est lié à la nécessité de faire partager par les opinions publiques les objectifs visés dans les actes constitutifs de ces organisations. D'où l'importance d'un multilinguisme capable d'atteindre le plus large public possible. Dans les cas de l'Union européenne et de l'Union africaine où sont débattus des sujets qui ont des conséquences directes sur la vie quotidienne des gens (santé, consommation, infrastructures...), le danger du monolinguisme est de créer un fossé entre ces organisations et les populations ;

– enfin, chaque langue reflétant un mode de pensée, le monolinguisme, à terme, risque de véhiculer une vision uniforme du monde.

La question des coûts du multilinguisme, argument systématiquement avancé par les organisations internationales, est à relativiser. Des études menées au sein de l'UE en particulier montrent que le maintien du **multilinguisme actuel** dans les institutions (même si le système est complexe avec 24 langues officielles et 3 langues de travail) **n'est pas très onéreux même si son coût a tendance à s'alourdir** : les dépenses en 2001 pour 11 langues pesaient environ 0,17 % du budget communautaire, contre quelque 1 % en 2009⁶, soit 1/10 000^e du produit intérieur brut de l'UE. Il est également avéré que les coûts de révision des textes produits en anglais par des « anglophones approximatifs » sont élevés. Des études plus poussées, comme celles de l'économiste suisse spécialisé dans les langues François Grin, montrent que l'actuelle domination de l'anglais dans les institutions internationales représente un gain financier net pour les pays anglophones et creuse les inégalités avec les autres, condamnés à investir des sommes importantes, en particulier dans la formation de leurs ressortissants. Un sujet qui donne matière à réflexion...

⁵ Cf. Rapport du Parlement européen, 24 juin 2013.

⁶ Cf. « Étude sur la traduction et le multilinguisme, La traduction à la Commission : 1958-2010 ».



Cérémonie d'ouverture du programme de la formation au et en français dans la diplomatie et la fonction publique vietnamiennes, le 27 mars 2013, à Hanoi.

Actions et initiatives des francophones

L'action de l'OIF

L'objectif de l'OIF n'est pas de se poser en gendarme de la langue française au sein des organisations internationales mais en « gardienne » du multilinguisme. Consciente que le respect du multilinguisme et de l'usage de la langue française dans les organisations internationales requiert des moyens qui ne sont pas toujours à la portée de toutes les organisations, en particulier africaines, l'OIF apporte son soutien à des organisations ciblées⁷ dans le cadre du programme « Le français dans les organisations internationales ». Les administrations nationales sont également soutenues dans le cadre du programme « Le français dans la diplomatie et la fonction publique ». L'OIF développe par ailleurs une

⁷ La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Marché commun pour l'Afrique de l'Est et du Sud (COMESA), la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC), la Communauté pour la Santé de l'Afrique de l'Est, Centrale et Australe (ECSA HC), l'Autorité intergouvernementale de développement (IGAD), la Communauté pour le développement de l'Afrique Australe (SADC) et l'Union Africaine (UA).

coopération directe avec les organisations internationales et s'attache à sensibiliser les acteurs aux enjeux du multilinguisme.

Formation au et en français

Afin de développer la maîtrise de la langue française des fonctionnaires des organisations africaines, l'OIF a mis en place différents types de formation :

- Des **formations collectives** et en présentiel (80 % des formations). Ainsi, ce sont environ 5 000 fonctionnaires en moyenne qui depuis 2010 bénéficient chaque année de formations au français, afin que cette langue soit plus utilisée comme langue de travail dans le contexte professionnel.

- Des **formations individuelles** (10 %) sont également mises en place pour les hauts fonctionnaires (en 2012 trois commissaires et trois directeurs de la CUA ont suivi ces formations).

- Des **stages d'immersion linguistique** d'une durée de deux semaines sont mis en œuvre en France métropolitaine et à la Réunion, et près de 70 cadres des organisations internationales ont bénéficié du dispositif depuis 2010.

Mais la maîtrise de la langue française

ne suffit pas à garantir son usage dans les réunions. C'est pourquoi l'OIF a développé un volet complémentaire qui consiste à renforcer les compétences professionnelles des fonctionnaires internationaux par des formations techniques en français. En 2011, 30 personnes de la Commission de l'UA et 20 personnes des représentations diplomatiques francophones ont bénéficié d'une formation thématique de trois jours axée sur la diplomatie et les conférences multilatérales mise en place en partenariat avec l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR).

Par ailleurs, l'OIF participe à la prise en charge de cours de langue française à différents niveaux pour les diplomates et fonctionnaires des États et gouvernements membres ou observateurs de l'OIF qui n'ont pas le français comme langue officielle, afin de les accompagner dans leur effort de renforcement des capacités de travail en français des agents ayant en charge des dossiers internationaux, bilatéraux ou multilatéraux. Ainsi, ce sont environ **5 000 diplomates et fonctionnaires** par an qui ont été formés depuis 2010. Là encore, les formations linguistiques sont complétées par des formations thématiques.

Médiation linguistique

S'agissant des activités visant à renforcer les capacités des services de conférences et en particulier, des services de traduction, l'OIF a financé depuis 2010 l'achat de logiciels de traduction (TRADOS) et l'organisation de session de formation à cet outil.

De plus, l'OIF développe une politique de formation continue des traducteurs et interprètes, en particulier à la CUA en partenariat avec l'École supérieure d'interprètes et de traducteurs (ESIT) de Paris. Cette politique est en train de se consolider avec le projet d'un master francophone d'interprétation et de traduction en partenariat avec l'Université Senghor et la Commission européenne. La première session de cette formation continue a été organisée du 1^{er} au 5 octobre 2012 à l'Université de Ouagadougou, avec douze interprètes de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la CUA, de la Cour africaine des droits de l'Homme et de l'Union panafricaine des postes.

Le projet est désormais complété par une

autre initiative permettant la promotion de la médiation linguistique, qui consiste en la mise en réseau au niveau international des traducteurs et interprètes pour le français. L'objectif de ce réseau est de renforcer la place de la langue française dans les grandes instances internationales en répondant à la pénurie de traducteurs et interprètes qualifiés (ayant le français dans leur combinaison linguistique) au sein des organisations régionales et internationales partenaires de la Francophonie, et en mettant à leur disposition des personnels de médiation linguistique de qualité accrédités par l'OIF. À travers les partenariats qui seront noués avec des universités spécialisées, le réseau vise également à aider les jeunes diplômés francophones à s'insérer dans les circuits de recrutement international de traducteurs et interprètes de conférence.

Coopération avec les organisations

L'OIF a signé avec certaines organisations un accord cadre portant sur le renforcement de l'utilisation du français dans le cadre du multilinguisme.

Ainsi, l'OIF et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), par exemple, ont renouvelé et enrichi leur coopération en mars 2012, permettant notamment de mettre en place des cours de langue française adressés au personnel, de doter (depuis 2008) les services du logiciel d'aide à la traduction « Trados » et d'organiser des stages de formation à ce logiciel à l'intention des traductrices et traducteurs. Grâce à cette coopération, des activités culturelles (cinéclub francophone) ont également vu le jour. Cet accès à la culture francophone participe pleinement de l'ouverture de la SADC à la diversité culturelle de la Francophonie dans une zone d'Afrique australe où le monde francophone (même africain) est peu connu.

Dans le même sens, un accord de coopération technique a été signé entre l'OIF et la Commission de la CEDEAO en juillet 2012, portant entre autres sur le renforcement de l'usage du français et prévoyant un programme d'enseignement en présentiel du français des relations internationales, au bénéfice du personnel de la Commission et du Parlement de la CEDEAO.

Depuis 2008, l'OIF met à la disposition de

la CUA un agent qui est chargé de coordonner un plan d'action pour le renforcement de l'utilisation du français.

Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, et Angel Gurría, Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE)⁸, ont signé, en avril 2013, au siège de l'OCDE à Paris, un Protocole d'accord pour renforcer la coopération entre les deux institutions. Les deux secrétaires généraux ont estimé qu'une collaboration, une coordination des initiatives et un partage d'informations entre l'OIF et l'OCDE portant sur les domaines de préoccupation conjoints, notamment la promotion du multilinguisme et de la diversité linguistique, accroîtront l'efficacité de leurs initiatives en direction de leurs pays membres respectifs. Dans la foulée de la signature de cet accord, les deux secrétaires généraux ont parrainé une conférence, co-organisée par l'Association des fonctionnaires internationaux français de l'OCDE (AFIFO) et l'Assemblée des jeunes francophones pour les organisations internationales (AJFOI) sur le thème : « Multilinguisme : une meilleure communication pour une pensée plus riche ».

Sensibilisation aux enjeux du multilinguisme

L'Observatoire de la langue française met à la disposition des délégués francophones des outils pratiques pour faciliter la mise en œuvre du Vade-mecum relatif à l'usage du français dans les organisations internationales. Après le « Guide de mise en œuvre du Vade-mecum » publié en mars 2011, sa version synthétique, intitulée « Assurer au quotidien la place du français », a été diffusée en 2012. Cette même année, la Direction de la langue française et de la diversité linguistique a animé, en concertation avec les représentations permanentes de l'OIF, plusieurs séminaires de sensibilisation auprès des groupes d'ambassadeurs francophones, organisés sur le thème de la promotion du multilinguisme à Genève, New York et Addis-Abeba.

La question de la nécessité de définir une

stratégie pour un rapprochement avec les autres aires linguistiques ayant été largement abordée lors de ces séminaires, l'Observatoire a été chargé de la rédaction d'une adaptation multilingue du guide pratique de mise en œuvre du Vade-mecum. Ce nouveau guide de mise en œuvre du multilinguisme dans les organisations internationales « Comment mettre en pratique la diversité linguistique⁹ » a été édité en version bilingue dans les six langues officielles des Nations unies, ainsi qu'en allemand, en portugais et en swahili.

La mobilisation des États et gouvernements membres de la Francophonie

Il est important que les représentants des États membres ou observateurs de l'OIF, lorsqu'il ne font pas usage de leur propre langue, puissent s'exprimer en français dans les enceintes internationales : le Rapport 2014 (tout comme celui de 2010) de suivi du Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales confirme que lors de l'Assemblée générale des Nations unies, c'est en moyenne plus de 20 de ces États (sur 75) qui s'expriment uniquement en anglais et beaucoup d'entre eux ne distribuent pas de traduction française.

Sans volonté politique des États, le multilinguisme sur la scène internationale ne saurait progresser. De même, la concertation et la mobilisation des francophones sur ces questions sont essentielles pour faire évoluer les pratiques.

L'action collective des francophones

Elle est déterminante pour un meilleur équilibre linguistique au sein des organisations. C'est pour cela que les actions menées par les **Groupes des ambassadeurs francophones** (groupes, formels ou informels, qui réunissent les représentants et délégués des États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF, accrédités auprès d'un État ou d'une organisation internationale) sont essentielles.

En tant que regroupements de diplomates, ces GAF se révèlent de précieux relais pour l'action de la Francophonie, car ils sont les acteurs principaux de la mobilisation pour le multilinguisme. D'ailleurs, les chefs d'État et de gouvernement, lors du XIII^e Sommet

⁸ Sur les 34 pays membres de l'OCDE, 6 sont membres de la Francophonie (Belgique, Canada, France, Grèce, Luxembourg, Suisse) et 5 sont observateurs (Autriche, Pologne, République de Slovaquie, République tchèque, Slovaquie).

⁹ www.francophonie.org/Rapports-Publications.html



Réunion du Groupe des ambassadeurs francophones à Bruxelles, 2014.

de la Francophonie qui s'est tenu à Montreux (Suisse) en 2010, avaient encouragé leur développement, tout en les appelant à « coopérer avec des institutions et des acteurs qui partagent les objectifs de la Francophonie. »

C'est dans cet esprit que, le 6 juillet 2011, l'OIF a organisé, avec le concours de l'Académie diplomatique internationale de Paris, une Journée de sensibilisation et de réflexion sur le rôle des GAF dans les organisations internationales, dont l'un des points portait sur l'application du multilinguisme. Comment peut agir un GAF ou un « groupe des amis du multilinguisme » auprès d'une organisation internationale ou régionale ? Les conclusions de cette journée de réflexion ont proposé plusieurs pistes d'actions possibles et appelé les GAF à :

- devenir des « forces de proposition » sur des problématiques liées au multilinguisme dans les organisations internationales (interprétation et traduction, intercompréhension entre les langues, information du public...);
- ne pas s'afficher comme simples groupes linguistiques mais devenir de véritables lieux de débat dans lesquels se construit une pensée commune qui débouchera sur des prises de positions fermes autour des valeurs de la diversité.

Sous l'impulsion donnée à Montreux, le phénomène a pris de l'ampleur et, ces quatre

dernières années, de nombreux groupes constitués d'ambassadeurs francophones accrédités auprès d'un État ou d'une organisation internationale se sont formés à travers le monde (les deux derniers ont été constitués en 2014, en Irlande et en Pologne).

Aujourd'hui, un recensement permet de comptabiliser l'existence de **43 groupes d'ambassadeurs francophones**¹⁰ répartis sur les cinq continents. Le nombre des membres est variable selon les groupes mais tend à s'élargir.

Même si « l'enthousiasme » initial de certains groupes n'a pas été suivi d'effets (pas d'activités recensées depuis leur création), la plupart sont très actifs et leurs actions ont déjà produit des résultats tangibles. Par exemple, le GAF de New York joue un rôle actif dans l'adoption de la résolution sur le multilinguisme.

Si « Groupe des ambassadeurs francophones » est l'appellation la plus couramment employée (31 sur 43), on trouve également d'autres dénominations, comme par exemple : le « Conseil de la promotion de la Francophonie » au Japon, les « Groupes des amis de la Francophonie » en Hongrie et au Sénégal, le « Cercle des ambassadeurs francophones et francophiles à Pékin », en

¹⁰ Recensement effectué au 30 juin 2014 par l'Observatoire de la langue française, grâce au soutien du ministère des Affaires étrangères français et des unités hors-siège de l'OIF.

Répartition des GAF

C'est en Europe que l'on relève le plus grand nombre de groupes avec 19 créations enregistrées ces dernières années. 8 sont en Europe de l'Ouest : Belgique, France (3), Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse et Irlande ; 2 en Europe de l'Est (Bulgarie et Roumanie) ; 4 en Europe centrale et orientale (2 en Autriche, 1 en Hongrie et 1 en Pologne) ; 3 autres en Europe du Sud (Croatie, Italie et Serbie) et 2 en Europe du Nord (Danemark et Lettonie).

L'Afrique compte 12 groupes : 6 en Afrique de l'Ouest (en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Ghana, en Guinée, au Sénégal et au Togo), 2 en Afrique centrale (en RDC et au Tchad), 2 en Afrique de l'Est (en Éthiopie et en Tanzanie), 1 en Égypte et 1 dernier groupe au Maroc.

Sur le continent américain, 7 groupes existent : 2 en Amérique centrale (au Costa Rica et au Guatemala), 4 en Amérique du Nord (Montréal, New York, Ottawa et Washington) et 1 au Brésil.

En Asie, on compte 4 groupes : 2 en Asie de l'Est (en Chine et au Japon) et 2 en Asie du Sud-Est (en Thaïlande et au Vietnam).

Enfin il existe un GAF en République dominicaine.

Chine, ou bien des « Groupes des ambassades, délégations et institutions francophones » en Roumanie, en Pologne et au Vietnam.

On distingue **deux catégories de groupes d'ambassadeurs francophones** selon l'accréditation de leurs membres :

1) les GAF dont les membres sont accrédités auprès d'une organisation internationale. Ils sont au nombre de 8 : à l'UE, à l'UNESCO, aux Nations unies à New York, Vienne et Genève, à l'OSCE, au Conseil de l'Europe à Strasbourg, à l'Union africaine, et à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique ;

2) les GAF dont les membres sont accrédités auprès d'un État (35 groupes).

Les premiers ont tous décidé de consacrer un volet de leurs échanges aux questions relatives aux règles du multilinguisme et ils s'efforcent de contribuer de manière active à l'usage de la langue française dans les organisations internationales auprès desquelles ils se trouvent. Mais leurs réunions sont essentiellement l'occasion de s'informer et, si possible, de se concerter sur les points portés à l'ordre du jour des organisations.

Les seconds inscrivent plutôt leurs activités dans le calendrier national ou régional et ont souvent un caractère plus culturel que politique.

Mais, pour tous, les actions mises en place visent à mettre en évidence la diversité de la Francophonie et à valoriser l'espace culturel, économique et politique francophone, car l'objectif majeur demeure la promotion des valeurs et des principes de la Francophonie.

L'action individuelle des États

Elle est également essentielle et parfois décisive pour faire évoluer les pratiques.

À la SADC par exemple, sous la présidence de la République démocratique du Congo (août 2009 à août 2010), la quantité de documents traduits en français a connu une augmentation significative.

La Grèce s'est quant à elle démarquée de ses prédécesseurs (Irlande, Danemark, Chypre) dans le cadre de la présidence de l'Union européenne en choisissant de s'exprimer en grec tout en fournissant une interprétation vers l'anglais et le français. Et ce, même si la plupart des ministres grecs parlent parfaitement l'anglais, le français ou l'allemand (et parfois les trois).

En France, la circulaire Ayrault¹¹ d'avril 2012, relative à l'emploi de la langue française, rappelle aux agents de l'État l'importance de s'exprimer en français dès lors qu'une interprétation est assurée. Il est précisé que si tel n'était pas le cas, la possibilité de s'exprimer dans la langue maternelle de l'interlocuteur était encouragée dans un souci de diversité linguistique. La circulaire souligne à quel point le choix de la langue de communication peut affecter la capacité à exprimer et à défendre efficacement ses points de vue et ses intérêts.

Mais l'exemple le plus significatif revient au rôle qu'Haïti a joué pour introduire le français à la Communauté caribéenne (CARICOM). En effet, sous l'impulsion de ce pays, le 24^e sommet de la CARICOM, en février 2013, a entériné l'adoption du français

11 Du nom du Premier ministre français de l'époque.

comme langue officielle de l'Organisation, aux côtés de l'anglais. C'est le résultat d'un long plaidoyer entamé par les autorités haïtiennes depuis l'adhésion de ce pays en juillet 2012. En effet, l'anglais était la seule langue officielle, alors même que plus de 55 % des membres de la CARICOM sont francophones ou créolophones. Les Haïtiens représentant à eux seuls plus de 50 % du poids démographique de la CARICOM, l'enjeu de la langue est important aussi bien pour la conduite des négociations que dans le processus d'intégration.

Cependant, à ce jour, la mise en œuvre de la décision arrêtée par les chefs d'États et de gouvernements n'est pas encore effective, faute de moyens financiers. L'OIF, par l'intermédiaire du secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, a fait savoir qu'elle était disposée à accompagner l'Organisation dans la mise en place effective des mesures de renforcement du multilinguisme, notamment la création d'un service dédié à la traduction et à l'interprétation. Il faudra bien sûr qu'entre temps les États membres de la CARICOM acceptent de modifier le traité fondateur pour valider définitivement le statut officiel du français.

Enfin, la Tanzanie et le Burundi militent, depuis 2011, en faveur de l'adoption du français (et du swahili) comme langues officielles de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), à côté de l'anglais. L'Organisation regroupe en effet cinq pays (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) dont deux membres de l'OIF, et la République démocratique du Congo, également francophone, a postulé pour un statut d'observateur.

Du côté des organisations

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté par consensus, le 24 juillet 2013, une **nouvelle résolution sur le multilinguisme** (A/67/L.74). Gage d'une réelle égalité entre les États membres, le multilinguisme est une nouvelle fois consacré comme un principe fondamental pour la réalisation des objectifs de l'ONU.

Examinée tous les deux ans, cette résolution vise à renforcer la mise en œuvre effective du multilinguisme et met en lumière les principaux défis rencontrés dans ce cadre. Elle se réfère aux multiples activités et initiatives engagées par les Nations unies, au

siège de l'Organisation comme sur le terrain.

La résolution 2013, dont les négociations ont été facilitées par la Mission permanente du Sénégal, dont l'ambassadeur est également coordonnateur pour le multilinguisme au sein du Groupe des ambassadeurs francophones, se présente comme un texte renforcé, tant sur le plan de sa structure que de sa substance. Bien que porté par le GAF, le projet de résolution a bénéficié pour la première fois, lors des négociations, d'un fort engagement des pays hispanophones et lusophones.

La résolution souligne la responsabilité du secrétariat en matière d'intégration du multilinguisme dans ses activités. Elle demande par ailleurs au Secrétaire général de continuer à développer un réseau de référents appelés à aider le coordonnateur pour le multilinguisme à appliquer de manière efficace et systématique les résolutions pertinentes dans l'ensemble du Secrétariat.

En février 2010, l'ONU a lancé les Journées des langues officielles des Nations unies, une nouvelle initiative pour promouvoir le multilinguisme et la diversité culturelle ainsi que l'usage à parité de l'anglais, de l'arabe, du chinois, de l'espagnol, du français et du russe. Le département de l'information publique des Nations unies a ainsi proclamé le 20 mars « La Journée de la langue française à l'ONU ».

Le corps commun d'inspection (CCI), organe subsidiaire permanent de l'Assemblée générale des Nations unies, a publié en 2011 un rapport sur la situation du multilinguisme. L'étude couvre 25 organismes des Nations unies ainsi que d'autres organisations internationales permettant ainsi de tirer profit d'autres expériences et bonnes pratiques. Elle contient quinze recommandations visant au renforcement du multilinguisme dans le système des Nations unies et un certain nombre de suggestions que les organisations sont encouragées à prendre en considération. Parmi les recommandations, on trouve la question de la prise en compte budgétaire des moyens nécessaires à la mise en œuvre effective des règles du multilinguisme ou l'élaboration de plans d'actions stratégiques dans le domaine des services linguistiques.

À la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU (CEA), le Secrétaire exécutif, le lusophone Carlos Lopes, a signé une circulaire en date du 1^{er} février 2013,

Les opérations de maintien de la paix, des résultats encourageants

L'OIF intervient dans le domaine du maintien de la paix depuis 2004. Elle ne déploie pas elle-même des opérations de maintien de la paix, mais appuie ses États et gouvernements membres et observateurs afin de renforcer leur participation au sein de ces opérations notamment par la formation des personnels militaires, civils et de police francophones. Pour renforcer ce volet, le **Réseau des experts francophones de formation aux opérations de maintien de la paix (REFFOP)**¹ a été lancé en janvier 2014 par la direction des droits de l'Homme et de la Paix de l'OIF. Son objectif est de :

- fédérer l'action des centres de formation francophones pour accroître la visibilité de leur action et renforcer leurs liens avec les organisations internationales ;
- développer un vivier d'experts civils mobilisables par l'OIF et les organisations internationales pour participer à des opérations de paix ;
- produire une information en français sur l'offre francophone pour les opérations de paix.

L'action de l'OIF commence à porter ses fruits. À la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali), par exemple, créée par la résolution 2100 du Conseil de sécurité du 25 avril 2013, on note pour la première fois dans l'histoire du maintien de la paix qu'une opération des Nations unies est composée à plus de 80 % d'effectifs francophones. De même, concernant la MINUSCA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine), créée par la résolution 2149 du Conseil de sécurité, adoptée le 10 avril 2014, on trouve, au paragraphe 20 de la résolution (concernant la désignation des effectifs), que le Conseil de sécurité prie le Secrétaire général de « recruter le personnel qualifié [...] justifiant notamment des aptitudes linguistiques requises [...] compte tenu de la nécessité de communiquer des informations et d'apporter une assistance technique de la manière la plus accessible possible aux intéressés ». La prise en compte de la dimension linguistique dans une résolution du Conseil de sécurité créant une opération de maintien de la paix marque ainsi un tournant.

¹ <http://reffop.francophonie.org>



incluant des mesures fortes pour redonner au français la place que lui réserve son statut de langue de travail de l'organisation. À l'attention des fonctionnaires de la CEA, elle rappelle que le français et l'anglais sont les deux langues de travail de la Commission et annonce que le principe de la simultanéité des deux langues sera appliqué aussi bien dans la communication interne (note, annonce), que dans la communication externe (site Internet). De même, la circulaire met l'accent sur l'importance de la formation linguistique et de la traduction.

Les personnels des organisations influent considérablement sur les usages linguistiques et il apparaît que les hauts fonctionnaires jouent ici un rôle déterminant.

On constate que lorsque la haute hiérarchie fait preuve de volontarisme dans la promotion d'un environnement de travail plurilingue, si possible en donnant l'exemple, ses principaux collaborateurs s'efforcent de

faire de même. Par exemple, l'ancien président de la Commission de l'Union africaine, le francophone Jean Ping, bien que parfaitement bilingue, ne s'exprimait pratiquement qu'en français, y compris devant un auditoire majoritairement anglophone, et son vice-président suivait assidûment des cours de français ainsi que des stages d'immersion.

L'OIF apporte son soutien à l'Assemblée des fonctionnaires francophones des organisations internationales (AFFOI)¹² fondée en 2007. Parmi les buts poursuivis figurent en bonne place le soutien à l'emploi du français au sein des organisations internationales et la défense des valeurs de la Francophonie. De nombreuses actions ont été menées par l'AFFOI depuis sa création, dont la publication d'un manifeste sur la diversité, l'organisation de la première Journée du français dans les organisations internationales et la réalisation d'études sur l'usage des langues.

¹² <http://www.affoimonde.org>

Conclusion : enjeux et perspectives

Maintenir la veille, la mobilisation et la concertation sur les questions essentielles comme le recrutement, la médiation linguistique et les dossiers majeurs à l'ordre du jour des organisations est **primordial pour inverser la tendance vers le « tout anglais »** et relever le **défi du maintien de la présence de la langue française**, comme langue officielle mais aussi et surtout, comme langue de travail des grandes enceintes internationales. En effet, langue officielle de 29 pays, le français est également la langue étrangère de communication privilégiée de nombreux pays où elle est encore très souvent enseignée.

Dans ce contexte, le développement du partenariat avec le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), avec lequel l'OIF entretient un dialogue ancien tant les deux organisations ont des intérêts et objectifs communs (comme la coopération Sud-Sud et l'aide publique au développement), devrait se renforcer. En effet, cela permettrait de faire entendre « la voix du Sud » et des francophones sur la scène internationale en général et sur les grandes questions comme le financement des industries culturelles ou l'intégration de la dimension culturelle aux objectifs du développement durable.

Car la définition, par l'ONU, du nouveau programme de développement pour l'après-2015 constitue sans nul doute un enjeu majeur pour les francophones. Déjà, en suivi de la Conférence internationale de Rio+20, un groupe de travail ouvert sur

les objectifs de développement durable, dispositif central pour la discussion de ce nouveau programme de développement appelé à définir les nouveaux objectifs de développement durable (qui succéderont aux OMD) a été mis place par l'ONU depuis 2013. Si les sessions de ce groupe, organe subsidiaire de l'Assemblée générale, se déroulent, sauf exception, avec interprétation, les documents de travail servant de base à la discussion n'ont été à ce jour produits en revanche qu'en anglais.

Autre point d'inquiétude : les sites Internet spécialisés sur ces questions sont le plus souvent uniquement en anglais, en particulier le site <http://sustainabledevelopment.un.org> qui est géré par le Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (outil de référence principal sur ce processus).

L'OIF, par l'intermédiaire de sa Représentation permanente à New York, en liaison avec la présidence du Groupe des ambassadeurs francophones, a déjà enclenché différentes démarches (notamment épistolaires) pour alerter le Secrétariat sur cette situation qui ne permet pas la participation équilibrée des différentes régions à ce processus majeur.

De nombreuses rencontres/concertations francophones sont par ailleurs organisées sur ces enjeux, en marge des travaux de l'ONU, dont celle qui a réuni en septembre 2014, l'OIF, le groupe ACP et l'UNESCO sur les conditions de mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles à l'ère du numérique. //

► Le mouvement sportif international

Amorcée en 2004 à l'occasion des Jeux Olympiques d'Athènes, avec la nomination d'un Grand témoin de la Francophonie et l'envoi de jeunes traducteurs et interprètes auprès des Comités d'organisation des Jeux Olympiques (COJO), accentuée en 2008 à la faveur des Jeux de Pékin, l'action de l'OIF et de ses États et gouvernements membres sur la scène olympique et paralympique a connu de **nouveaux développements ces dernières années.**

L'action de l'OIF et de ses partenaires (États et gouvernements, mouvement olympique, médias tels que TV5monde et *www.francsjeux.com*) a permis de stabiliser la place de la langue française pendant les Jeux Olympiques, de développer des actions de solidarité entre francophones, de mettre l'expertise technique francophone au service des organisateurs des Jeux et de donner davantage de visibilité à la Francophonie sur la scène sportive francophone et internationale.

L'action de l'OIF en faits et en chiffres

Jeux Olympiques et Paralympiques de Londres (2012)

– Le financement, avec le Comité olympique français, de l'équipement sportif de 5 Comités nationaux olympiques (CNO) francophones.

– L'envoi à Londres, avec les gouvernements français, québécois et suisse, d'une quinzaine de jeunes traducteurs et interprètes.

– La création en amont des Jeux de Londres, de la marque et de la campagne de communication « Le français j'adore » et du site Internet *www.lefrancaisjadore.com*.



– L'organisation d'un concert francophone « Le français j'adore - Music en français », le 17 mars 2012 à Trafalgar Square, avec dix jeunes talents francophones devant 40 000 spectateurs en lancement de la Journée internationale de la Francophonie, en partenariat avec le Groupe des ambassadeurs francophones de Londres et TV5monde.

– Plus de 40 manifestations culturelles et réceptions francophones organisées en partenariat avec le Groupe des ambassadeurs

francophones de Londres, les CNO et les maisons olympiques francophones pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques.

– L'aide à la mise en place de la première maison olympique représentant le continent africain.

– Le Grand témoin de la Francophonie présent aux Jeux Olympiques mais aussi, pour la première fois, aux Jeux Paralympiques.

Jeux de la Francophonie à Nice (15 septembre 2013)

– Signature d'un accord de partenariat entre l'OIF et l'Assemblée générale de l'Association francophone de comités nationaux olympiques (AFCNO) pour la mise en place d'actions de soutien à la mission du Grand témoin de la Francophonie et de coopération entre les CNO francophones, permettant notamment l'envoi d'une dizaine de jeunes volontaires francophones auprès d'organisations sportives.

– Mise en place d'un partenariat médias 2013-2014 avec www.francsjeux.com pour donner la parole aux jeunes athlètes et aux officiels francophones et internationaux.

Jeux Olympiques et Paralympiques de Sochi (7 février-16 mars 2014)

Une délégation de l'OIF, conduite par Hélène Carrère d'Encausse, Grand Témoin de la Francophonie, s'est rendue à Sochi du 7 au 17 février puis du 6 au 9 mars 2014 afin de mener une mission d'observation sur la place et l'usage de la langue française dans les Jeux Olympiques et Paralympiques de Sochi. Il en ressort que pendant les Jeux Olympiques 30 langues étaient pratiquées grâce à la présence des volontaires et que, d'une façon générale, la place du français est demeurée relativement stable, en comparaison des Jeux de Londres et de Pékin.

À l'évidence, la première langue des **Jeux Olympiques** de Sochi fut le russe.

Deux points regrettables ont fait l'objet d'attention :

1) Les huit jeunes volontaires de l'OIF n'ont pas été mobilisés à la hauteur de leurs attentes et de leurs compétences. Affectés sur les sites de compétition, au village olympique ou au centre des médias, ils étaient officiellement chargés d'interpréter les échanges entre les

Traitement de la langue française aux Jeux de Sochi

Le français a été :

– mieux traité à Sochi qu'à Pékin et Londres en ce qui concerne les discours officiels (un acte fort a été posé par le président du CIO et le président de Sochi 2014 qui se sont tous deux longuement exprimés en français lors de la cérémonie d'ouverture¹), les annonces systématiquement trilingues (avec le français en première position), les animations pendant les compétitions (les commentateurs ont été libres de s'exprimer systématiquement ou ponctuellement en français pendant les compétitions, lorsque cela leur était interdit à Londres), la mise à disposition de volontaires en langue française auprès des athlètes et des officiels francophones ;

– traité de façon équivalente aux Jeux de Londres en matière de signalétique, de mise à disposition de services linguistiques auprès des athlètes, des délégations officielles, des journalistes ;

– moins bien traité qu'à Londres en matière de qualité des traductions (sur le site Internet en particulier) et moins bien traité qu'à Pékin en matière de signalétique. À Pékin, toute la signalétique olympique faisait d'abord apparaître le français, puis l'anglais et le chinois. À Sochi, la signalétique s'adressant au public international et aux participants était trilingue, mais celle s'adressant aux spectateurs n'apparaissait qu'en russe et en anglais. Il convient de préciser que la qualité de la traduction a plusieurs fois fait défaut mais que cela concernait aussi bien le français que l'anglais.

¹ Ceci est particulièrement remarquable pour le président de Sochi 2014, Dmitry Chernychenko, premier président d'un Comité d'organisation à s'exprimer en français dans un pays non francophone.

journalistes et les athlètes mais n'ont que rarement eu l'occasion de le faire. Deux raisons expliquent cela :

– les organisateurs les sollicitaient davantage pour des missions d'accueil et de renseignement que pour des missions de traduction et d'interprétation. Cela s'inscrit dans un contexte général de gestion approximative des 25 000 volontaires recrutés par Sotchi 2014. Force est de constater que bon nombre d'entre eux n'auront pas été mis à contribution du tout pendant les Jeux ou pas en cohérence avec leurs compétences ;

– les athlètes et les journalistes francophones ont régulièrement refusé d'utiliser les services des traducteurs et interprètes francophones, préférant communiquer directement en anglais. Les jeunes interprètes de l'OIF ont donc plus souvent offert leurs services en russe, chinois et allemand qu'en français.

2) D'une façon générale, de nombreux officiels francophones ont préféré s'exprimer en anglais, même lorsqu'ils maîtrisaient mal cette langue. Si cela peut se comprendre pour certains échanges informels, il est plus étonnant de voir que ce choix s'est vérifié également pendant certaines réunions techniques quotidiennes, bien que les services d'interprétation soient proposés.

Concernant les **Jeux Paralympiques**, bien que la langue française ne soit pas la langue officielle des Jeux Paralympiques, une mission de l'OIF a tout de même été envoyée sur place. Cette présence francophone était justifiée notamment par le fait que, pour la première fois, quatre jeunes volontaires interprètes québécois étaient envoyés en mission lors des Jeux Paralympiques, par le Gouvernement du Québec, les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) et l'OIF. Comme à Londres, les organisateurs ont réutilisé ou adapté une partie des services linguistiques mis en place pendant les Jeux Olympiques au profit des Jeux Paralympiques : site Internet officiel, messages de bienvenue dès l'aéroport et sur les sites de compétition, signalétique

pour les participants, interprétation assurée par des volontaires.

En revanche, comme à Londres également, le français était totalement absent des discours, des annonces et des animations lors des cérémonies officielles et des compétitions.

Jeux Olympiques de la jeunesse de Nankin (16-28 août 2014)

– En partenariat avec les gouvernements français et suisse, envoi de 7 jeunes traducteurs auprès du comité d'organisation.

– Signature d'une convention de partenariat avec le Comité d'organisation.

– En partenariat avec l'Association francophone des comités nationaux olympiques (AFCNO) et le Comité national olympique et sportif français (CNOSF), financement de l'équipement vestimentaire des délégations sportives de 9 CNO francophones.

En conclusion

Les actions de plaidoyer et de visibilité menées en diverses occasions permettent aujourd'hui de constater une évolution favorable de l'image de la Francophonie dans le sport, une meilleure connaissance de ce qu'elle représente, de son influence et de la contribution qu'elle peut apporter sur un ensemble de thématiques (paix, jeunesse, égalité des genres) en mobilisant le levier sportif. La dimension francophone est désormais plus systématiquement intégrée dans les stratégies sportives internationales portées par les États et gouvernements membres de l'OIF, ainsi que dans les actions d'influence et de consultation menées par les comités de candidature aux Jeux Olympiques.

L'ensemble de cette démarche s'est développée à la faveur d'une stabilisation de la place et de l'usage de la langue française pendant les Jeux Olympiques. La présence du français pendant les Jeux est désormais un sujet inscrit à l'agenda politique et médiatique des organisateurs des Jeux et des journalistes. //